

Sécurité informatique: l'Europe se mobilise

Internet, un endroit sûr pour les plus jeunes ? C'est la question que se pose, avec une acuité accrue, l'Union Européenne, d'autant plus que les contenus illicites et licencieux continuent leur progression sur la Toile et que certains sites s'avèrent particulièrement dangereux (sites révisionnistes, incitation à la haine raciale, etc.). Quant au 'spam', notamment pour les sites pornographiques, il se porte très bien, merci !

De la politique à l'action Durant la période 1999-2004, l'UE a débloqué pas moins de 38,3 millions d'euros pour tenter de repérer les contenus à risque. Ceci s'est traduit sur le plan juridique par **quatre décisions** importantes : - en octobre 98, l'adoption d'une recommandation sur la protection des mineurs et de la dignité humaine fournit les grandes lignes aux législateurs des Etats membres afin qu'ils puissent plus facilement définir les contenus illicites ou dangereux lorsqu'ils empruntent la voie électronique ; - en juin 2003, la directive sur le Commerce électronique a permis de considérer Internet comme quelque chose de plus qu'un simple tuyau et a conduit à engager la responsabilité des fournisseurs de services en cas de distribution par leur biais de tels contenus. Certaines condamnations récentes montrent d'ailleurs que la mise en oeuvre de cette directive n'est pas restée lettre morte ; - en octobre 2003, la directive sur la vie privée et les communications électroniques s'est attaquée plus particulièrement au 'spam', notamment au niveau des individus (les premières sanctions contre les spammeurs sont toutefois encore attendues) ; - en décembre 2003, le cadre décisionnel contre la pornographie infantile a permis de définir, plus avant, la pédophilie électronique et les sanctions qui en découlent. **Safer Internet Plus (2005-2008) : plus de sécurité, moins de spam** Le nouveau programme adopté par l'Union vise à aller plus loin et notamment à permettre un meilleur signalement des contenus illicites. **Quatre actions ont ainsi été envisagées:**

Hotlines : un bon moyen pour signaler les contenus à risque Si bon nombre d'individus n'ont aucune envie d'aller à la police pour signaler un contenu illicite, l'UE a pensé que rapporter ce contenu à une 'hotline' serait plus efficace. C'est d'autant plus vrai que bien souvent ce contenu est hébergé dans un autre pays. La 'hotline' de Safer Internet est unique et fonctionne dans toutes les langues de tous les États de l'Union, y compris les nouveaux membres. **Un barrage contre l'horifique** Plusieurs projets sont par ailleurs en cours de développement afin de comparer les différentes techniques de filtrage actuellement disponibles, d'améliorer les échanges d'information et les meilleures pratiques de lutte contre le 'spam' et d'assurer ainsi un support visant à coordonner les efforts visant à rationaliser et consolider les systèmes anti-spam. **Un endroit plus sûr** D'aucuns s'interrogent néanmoins sur la nécessité (ou non) d'une harmonisation des réglementations nationales (et ce jusqu'à quel point?). C'est pourquoi l'UE a décidé de mettre l'accent sur une approche du problème permettant toutefois l'adoption de différents codes de conduite, selon les particularités de chacun. Ceci est notamment mené au sein du **Forum Safer Internet** qui regroupe les associations de protection de l'enfance, les autorités de régulation et les industriels. Son objectif est de développer un pôle d'assistance permettant aux acteurs du marché de développer de meilleurs outils pour lutter contre la diffusion de ces contenus. **Prise de conscience : le point le plus important** C'est sans doute la prise de conscience par l'ensemble des États membres de la menace qui pèse ainsi sur les jeunes qui est désormais considérée comme la priorité absolue. D'où la création d'un réseau encourageant les initiatives locales et visant à

responsabiliser les parents quant aux contenus accessibles à leurs enfants. Espérons que cela suffira? Pour en savoir plus : Helpdesk programme Safer Internet saferinternet@cec.eu.int
https://europa.eu.int/informati on_society/programmes/iap/index_en.htm